



GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT OU MUNICH DE L'ÉCOLOGIE ?

Nicolas Sarkozy parle de « révolution verte ». Le patronat français se déclare satisfait. Les syndicats, par la voix de François Chérèque, saluent un processus positif. Corine Lepage est aux anges. Le PS applaudit les mesures annoncées. L'UE se dit comblée...

Si Al Gore a passé commande d'un Grenelle mondial à Sarkozy, c'est que la vision de ce dernier de l'écologie est bien compatible avec la mondialisation, sans rien changer à la puissance des grands groupes et aux logiques économiques dominantes. Nous avons donc raison de dire lors du contre-Grenelle de l'écologie, le 6 octobre à Lyon, que si le Grenelle est nécessairement sarko-compatible, le sarkozysme n'est pas écolo-compatible.

L'idée qu'une « Union sacrée » soit possible autour du sarkozysme sous le prétexte de la défense de l'environnement est une défaite de l'écologie et de la gauche que les pauvres paieront très cher. Comme si l'écologie n'était pas toujours une affaire de choix de société avec des perdants et des gagnants, la question étant de savoir qui paiera la crise écologique. La gauche et la droite partagent le même bilan effroyable au regard de l'environnement : les deux productivismes ont, par delà leur différence, pillé la nature et contribué au réchauffement. Ces deux systèmes se trouvent dans une impasse mais la droite et les milieux d'affaires voudraient imposer à l'échelle planétaire leur gestion de la crise environnementale au profit d'une minorité. L'idéologie du développement durable est à cet égard en train de connaître une mutation. A la sauce Nicolas Hulot, faute de vouloir mettre en cause les logiques dominantes et les acteurs économiques qui les servent, c'est un marché de dupes qui aboutit à « polluer un peu moins pour pouvoir polluer plus longtemps ». Cette

mascarade verte restait cependant trop critique à l'égard des puissances en place. C'est pourquoi Laurence Parisot et Claude Allègre proposent de passer d'une écologie dénonciatrice et culpabilisatrice à une écologie réparatrice c'est à dire de marier le capitalisme et l'écologie. Ce « capitalisme vert » est celui qui a triomphé durant le Grenelle gouvernemental : sa devise est de « polluer pour pouvoir

dépolluer » avec la certitude de créer de nouveaux marchés fort juteux... Certes, il est indispensable de développer les économies d'énergie et les énergies renouvelables mais tant que nous ne remettons pas en cause les logiques dominantes, tout gain écologique obtenu dans un domaine (par exemple celui du logement) sera immédiatement

gaspillé dans un autre. Ainsi tous les progrès depuis trente ans en matière de motorisation ont été annulés par le fait que les voitures sont toujours plus équipées de gadgets énergivores...

Sarkozy et le Medef peuvent être satisfaits du Grenelle car les vraies questions ont été écartées. Avec le refus d'interdire les agro carburants alors que le choix de « nourrir » en priorité nos voitures va conduire des milliards d'humains au bord de la famine, avec le bonus/malus et le transfert de la fiscalité de l'entreprise vers le carbone (essence), ce qui aboutira à vider les routes des voitures des plus pauvres pour que les riches puissent rouler plus vite... comme si la crise écologique tenait aux vieilles voitures polluantes des plus

pauvres et non à la surconsommation des plus riches et à un modèle de vie écologiquement et socialement insoutenable : 20 % des humains s'approprient 86 % des ressources sans qu'il y ait l'espoir d'un rattrapage : une planète ne suffirait pas à permettre à six milliards d'humains de vivre comme nous. La crise écologique rend plus que jamais d'actualité la question du partage !



Comment concilier les contraintes environnementales avec notre souci de justice sociale ? En couplant par exemple un revenu universel

d'existence (RUE) permettant de vivre dignement (sans avoir besoin d'être un forçat du travail et de la consommation) avec un revenu maximal autorisé (RMA). Là où Sarkozy dit « au-dessus de 50 %, l'Etat ne prend rien » (le fameux bouclier fiscal), nous devons dire : au-dessus d'un certain montant (à définir démocratiquement) nous prendrons tout !

Le contre-Grenelle a aussi lancé des propositions pour l'école – le lieu où s'apprend le dur métier d'hommes (Gorz) et non plus où l'on formate des forçats du travail et de la consommation : abrogation de la circulaire Lang qui permet de faire entrer la publicité à l'école par la fenêtre ; restauration scolaire de qualité avec une cuisine sur place travaillant avec des produits locaux, de saison et si possible bio ; interdiction des déplacements scolaires sur une longue distance au nom de la relocalisation de nos activités, de la même façon que l'objectif du tourisme social ne doit plus être d'aller toujours plus loin, pour toujours moins cher. ●

PAUL ARIES

P. Ariès est co-organisateur du contre-Grenelle de l'environnement, auteur de *La décroissance : un nouveau projet politique* (Golias, octobre 2007), directeur du *Sarkophage*, journal d'analyse politique (en kiosque).



↑ Les actes du contre Grenelle, Parangon, 2007.

